

Ce cas, qui est très-embarrassant, se présente quelquefois, et il se présenterait souvent si la loi civile permettait le divorce.

880. On demande, en second lieu, la conduite à tenir, lorsque l'une des parties mariées civilement refuse de faire les démarches nécessaires pour la réhabilitation de son mariage : elle ne veut ni se séparer de son conjoint, ni renouveler son consentement. Il n'y a pas d'autre parti à prendre que de recourir au saint-siège pour en obtenir une dispense *in radice*, par laquelle un mariage nul peut se réhabiliter sans que le consentement soit renouvelé. Il suffit que le consentement donné dans le principe persévère virtuellement ; on en juge d'après les dispositions actuelles des conjoints. Si on avait lieu de croire que l'une des parties a révoqué son consentement, la dispense serait inutile ; elle ne pourrait légitimer un consentement qui n'existe plus. La dispense *in radice* une fois obtenue, la partie qui l'a demandée en donne avis à l'autre partie, afin que celle-ci puisse remplir son devoir sans agir contre sa conscience. Si le mariage qui a été ainsi réhabilité passait publiquement pour n'avoir pas été légitimement contracté, il faudrait en faire connaître la réhabilitation ; cela est nécessaire pour faire cesser le scandale. Le curé aura donc soin de remettre à la partie intéressée la dispense qui lui a été accordée, ou la déclaration par écrit que son mariage a été légitimé par une dispense du Souverain Pontife, en lui recommandant de le faire connaître à son conjoint, à ses parents, et aux personnes qui prennent part à sa position. Par ce moyen, le scandale sera bientôt réparé. Mais, tant que cette réparation n'aura pas eu lieu, la partie même repentante et bien disposée ne doit pas s'approcher de la sainte table ; elle peut cependant recevoir l'absolution (1).

881. Relativement à la revalidation des mariages, nous ferons remarquer, 1° que le confesseur ou le curé qui doute de la validité d'un mariage, doit examiner bien prudemment si ce mariage est valide ou non. Si son doute persévère, il le gardera pour lui, et ne le communiquera point aux époux. Si les époux eux-mêmes

(1) Pour ce qui regarde la dispense *in radice*, voyez S. Alphonse de Liguori, lib. vi. n° 1115 ; Benoît XIV, constit. du 27 septembre 1755 ; Tract. de synodo diocesana, lib. xiii. cap. 21 ; Instit. LXXXVII ; l'Instruction du cardinal Caprara sur les mariages contractés pendant la révolution, qu'on trouvera dans notre édition des *Conférences d'Angers*, ainsi que dans celle que nous avons donnée des *Instructions sur le Rituel de Toulon* ; Mgr Devie, Rituel de Belley ; Mgr Bouvier, de Matrimonio ; M. Carrière, etc. etc. — Voyez aussi, ci-dessus, le n° 876.

sont dans le doute et lui font part de leurs inquiétudes, il examinera la chose de près, et, s'il ne peut les tranquilliser, il consultera l'évêque, qui accordera la dispense, au besoin, s'il le juge à propos. 2° Que les personnes qui connaissent la nullité de leur mariage doivent vivre dans la continence, et se séparer autant que possible, pendant la nuit, *quoad thorum*. On exige même qu'ils se séparent quant à l'habitation, *quoad lectum*, lorsque la nullité est notoire dans la paroisse. Cependant si, comme il n'arrive que trop souvent, on a lieu de craindre que cette dernière séparation ne soit un obstacle à ce que les personnes mariées civilement consentent à se présenter devant le curé, on peut, sauf meilleur avis de la part de l'évêque, se contenter de la conseiller, sans la prescrire impérieusement. Le scandale, quoique imparfaitement réparé, le sera suffisamment par le fait de la réhabilitation connue du mariage. Quand l'observation littérale des règles ordinaires entraîne de graves inconvénients, l'Église sait en tempérer la rigueur, en accordant quelque chose à la faiblesse de ses enfants. 3° Que ceux qui sont dans le cas de faire revalider leur mariage doivent, s'ils ont quelque péché mortel à se reprocher, se réconcilier avec Dieu, avant la revalidation, par un acte de contrition parfaite, ou mieux par le sacrement de Pénitence (1).

CHAPITRE VII.

Des Obligations que le Mariage impose aux époux.

882. La première obligation des personnes mariées est relative à la fin principale que Dieu s'est proposée dans le mariage. Elle consiste à conserver l'union, la concorde et l'amour mutuel. L'amour que les deux époux doivent avoir l'un pour l'autre, est un amour tendre, chaste et pur, semblable à celui de Jésus-Christ pour son Église. La seconde obligation des époux est la fidélité conjugale : l'adultère est un crime condamné par toutes les lois. La troisième obligation est de se soumettre l'un à l'autre pour l'accomplissement du devoir conjugal, sans rien faire qui puisse contrarier l'ordre de la divine Providence. Cette obligation est mutuelle, et les droits sont les mêmes de part et d'autre. Enfin,

(1) Voyez, ci-dessus, le n° 754.

les époux sont obligés d'habiter ensemble; ils ne sont dispensés de cette obligation que dans le cas d'une séparation légitime.

ARTICLE I.

De Debito conjugali aut Usu Matrimonii.

883. Quilibet conjugum ex justitia tenetur alteri legitime petenti debitum reddere, et quidem sub gravi: « Uxori vir debitum reddat, inquit Apostolus; similiter autem et uxor viro. » Diximus, 1^o reddere; nam *petere* debitum neuter conjux, per se loquendo, tenetur; uterque potest abstinere de mutuo consensu. Diximus 2^o *petenti*; non est enim obligatio reddendi debitum, nisi petatur. Sufficit autem ut petatur signis: unde si vir agnoscat uxorem, quæ propter verecundiam tacet, velle sibi debitum reddi, reddere tenetur eam præveniendo. Diximus 3^o *legitime*; nisi vir aut uxor legitime petat, non est obligatio reddendi; quinimo reddere quandoque non licet, ut modo videbimus. Diximus 4^o *sub gravi*. Veruntamen negare semel aut iterum, videtur, ex communi hominum æstimatione, materia levis; nec proinde una vel altera recusatio judicanda est mortalis, nisi sit periculum incontinentiæ in poenitente, aut rixarum inter conjuges. Excusatur etiam a mortali, atque etiam a veniali, uxor quæ differt reddere ad breve tempus, nempe usque ad noctem, vel a nocte usque ad mane, si maritus facile concedat, nec adsit incontinentiæ periculum.

884. A reddendo debito conjugali excusatur alteruter conjux, 1^o si alter sapius ac immoderate petat, ita ut, spectatis circumstantiis, sanitate scilicet et ætate, non possit debitum reddi, quin gravissimum sequatur incommodum. 2^o Si petens sit in amentia aut in ebrietate completa; nisi ex denegatione debiti prævideatur secutura pollutio petentis. Quamvis autem non sit obligatio reddendi conjugi amenti vel ebrio, licitum est tamen ei reddere, cum usus Matrimonii per se sit licitus, et proles educari possit a conjuge sanæ mentis (1). Supponitur amentem posse consummare Matrimonium. 3^o Si non possit debitum reddere absque gravi periculo vitæ, aut notabili detrimento sanitatis. Equidem conjux *habet potestatem corporis* conjugis alterius, sed non ad destructionem. Hinc Doctor angelicus: « Vir tenetur uxori debitum reddere in his qua

(1) Voyez S. Alphonse de Liguori, lib. vi. n^o 948

« ad generationem prolis spectant; salva tamen prius personæ incolumitate (1). » Eadem causa, nec uxor tenetur viro debitum reddere, unde sibi grave imminet periculum vitæ, aut notabile damnum sanitatis. Quamobrem non tenetur conjux sanus debitum leproso petenti reddere, si id fieri nequeat sine gravi contagionis periculo. Hinc quoque mulier quæ proprio experimento vel medicorum judicio scit se non posse partum edere sine vitæ periculo, immunis est ab eodem debito. Num autem licite poterit reddere? Licite potest, ut nobis videtur, modo justa adsit causa. Verum, aut abstineat penitus, aut, si non abstinet, rite peragat, nihil faciens ipsa quod impediatur conceptionem prolis, conceptamve perdat. 4^o Si constet alterum conjugem esse adulterum: tunc pars innocens adulteræ debitum denegare potest. Secus vero, si conjux uterque sit reus ejusdem criminis; nam paria delicta mutua compensatione delentur. Quinimo, nec denegare poterit conjux innocens, si sponte condonaverit injuriam, vel debitum voluntarie reddendo, vel alia amoris conjugalis et veniæ signa exhibendo. 5^o Si licite non possit reddere debitum, aut fiat illicitus Matrimonii usus.

885. Conjux qui moraliter certus est de nullitate matrimonii nec potest debitum petere, nec reddere parti etiam ignoranti et bona fide petenti. Non posset, absque fornicatione formali, uti scienter matrimonio invalide contracto: necesse est igitur ut abstineat donec, dispensatione obtenta, revalidaverit matrimonium. Quid autem in dubio de valore matrimonii? Si dubium sit leve, nullaque probabili ratione innixum, debet contemni. Si dubium sit grave, conjux dubitans non potest ante adhibitam sufficientem diligentiam ad inquirendam veritatem, petere debitum conjugale; quia se exponeret periculo fornicationis: sed potest et tenetur reddere alteri non dubitanti; quippe qui jus habet petendi, quo non privatur propter dubium alterius. Quod si, matrimonio contracto in bona fide, dubium superveniat, et adhibita diligentia, illud vinci non possit, sententia communior et probabilior docet licere dubitanti non solum reddere, sed etiam petere. « Ratio, quia qui « matrimonium bona fide contraxit, non est privandus suo jure, « quod possidet petendi, donec constet de impedimento. Licet « enim, superveniente dubio, suspendatur jus possessionis usque « dum veritas inquiratur, dubio tamen remanente post diligentiam, cum ignorantia sit tunc invincibilis, manet possessio pro « valore matrimonii, et consequenter pro illius usu. Possessor enim

(1) Sum. suppl. quæst. 64. art. 1.

« bonæ fidei sicut post diligentiam potest rem retinere, sic etiam potest illa uti (1). » Secus vero, ex communiore sententia, si matrimonium contractum fuerit cum dubia fide; quia nemo potest uti re quam mala fide incœpit possidere: unde dubitans peccat petendo, etsi reddere teneatur alteri bona fide petenti. Alii tamen quorum sententia est satis probabilis, volunt eum qui dubia fide contraxit, posse, habito diligenti examine, debitum petere, dubio adhuc perseverante; quia, ut aiunt, esto dubitans non possit deponere dubium ex titulo possessionis, potest tamen deponere ex hoc principio, nempe quod in dubio standum sit pro valore actus (2).

886. Illicitum est uti matrimonio solius voluptatis causa. Hinc Innocentius XI, anno 1679, damnavit istam propositionem: « Opus conjugii ad solam voluptatem exercitum, omni prorsus culpa caret, ac defectu veniali. » Verum qui matrimonii usum exercet solius intuitu voluptatis, non nisi venialiter peccat; illa enim venerea voluptas quæ foret extra nuptias lethale peccatum, per nuptias efficitur culpa solum venialis. Nullum autem erit peccatum, si conjux principaliter intendat procreationem prolis, et utatur voluptate, ut se excitet ad actum conjugalem; sicut minime peccat qui intendit moderatam delectationem in comedendo, ad præstandum corpori conveniens alimentum (3).

887. Num licitus est matrimonii usus ad vitandam fornicationem aut incontinentiam? Omnes consentiunt debitum licite reddi posse petenti, etiamsi non alia petatur quam vitandæ fornicationis aut incontinentiæ causa. Controvertitur autem utrum ad hunc solum finem petere liceat. Alii inter quos divus Thomas negant; alii vero post sanctum Antonium affirmant, quorum sententia probabilior est quam altera. Matrimonium enim a Deo institutum fuisse, non solum ad procreationem prolis, sed etiam in remedium concupiscentiæ, docet probatque Catechismus concilii Tridentini: « Qui sibi imbecillitatis suæ conscius est, inquit, nec carnis pugnam vult ferre, Matrimonii remedio ad vitanda libidinis peccata utatur: de quo ita Apostolus scribit (4): *Propter fornicationem unusquisque suam uxorem habeat, et unaquæque suum virum habeat. Ac paulo post, cum docuisset interdum orationis causa a matrimonii debito abstinendum esse, subjecit: Et iterum revertimini in*

(1) S. Alphonse de Liguori, lib. vi. n° 904; Soto, Sanchez, de Lugo, Laymann, Wigandt, Coninck, Lessius, Suarez, Bailly, Pontas, etc. — (2) Voyez S. Alphonse, ibidem, n° 906, Holzmann, Elbel, etc. — (3) S. Alphonse de Liguori, lib. vi. n° 912. — (4) I. Corinth. 7. v. 2.

« idipsum, ne tentet vos satanas propter incontinentiam vestram (1). » Hinc probabilius matrimonio uti licite possunt, etiam petendo, seniores et steriles, modo facti non fuerint impotentes, actumque conjugalem consummare valeant. Idque probabiliter affirmant plures, etiamsi propter debilitatem adsit periculum deperdendi seminis; quia quamdiu conjuges spem habent rite perficiendi, jus conservant utendi matrimonio; et si semen effundatur, hoc evenit per accidens (2). Verum a petendo debito conjugali seniores dehortetur confessarius, in quantum expedire judicaverit.

Num autem licet petere aut reddere debitum tempore prægnationis? Licet uxori reddere marito petenti, si absit periculum abortus. Secus, uterque sub gravi tenetur abstinere tum a petendo, tum a reddendo. Neutri autem licet petere, nisi sit periculum incontinentiæ: si periculum istud urgeat, excusandus videtur qui petit, etiam a culpa veniali. Cæterum, ut ait theologus Petrocorensis quem citat sanctus Alphonsus: « Periculum abortus non ita facile præsumendum est; ideoque in hac re importunis interrogationibus exagitandi non sunt pœnitentes, sed in genere hortandi, ut se honeste contineant. Quæ enim spes eos a concubitu avocandi? Et quale non timendum periculum, si in sua bona fide perturbentur (3)? »

888. Utrum sit licitus matrimonii usus temporibus menstrui fluxus, puerperii et lactationis. 1° Fluxus mulieris alius est ordinarius qui dicitur menstruus, et alius extraordinarius ex aliquo morbo diuturno proveniens. Porro, si agatur de fluxu extraordinario, certum est licere tam petere debitum quam reddere: alias viro grave immineret periculum incontinentiæ, quod vix aliter amoveri posset. In tempore vero fluxus ordinarii, seu menstrui, ex communiore sententia, peccatum est, sed veniale tantum, uti matrimonio, nisi aliqua adsit causa hunc usum coonestans, nempe ad vitandum dissidium aut incontinentiam in se vel in altero. 2° Quod spectat ad tempus purgationis post partum probabilis est eo tempore conjugalem actum fieri non posse absque peccato veniali, nisi quædam causa excuset honesta, nempe periculum rixarum aut incontinentiæ. Imo mortale peccatum esset, si ex concubitu maritali gravis morbus aut morbi notabilis aggravatio immineret uxori. 3° Tempore lactationis nulla lege prohibitum est uti matrimonio;

(1) Catechismus concilii Trident., de Matrimonii sacramento. — Voyez S. Alphonse de Liguori, lib. vi. n° 882; la Théologie de Toulouse, de Matrimonio, etc. — (2) S. Alphonse, lib. vi. n° 954; Sanchez, Laymann, Bonacina, Sporer, etc. — (3) Théologie de Périgueux, de Matrimonio, cap. xi, etc.

unde non inquietandus est conjux qui eo tempore petit debitum aut reddit (1).

889. Quid, si mulier filios non pariat nisi mortuos? Num poterit reddere debitum? Poterit quidem reddere, si negare non possit absque gravi incommodo, nempe si periculum sit incontinentiæ. Imo tunc licet ei petere. Item de viro (2). Neque paupertas conjugum, neque multitudo liberorum excusant a reddendo debito conjugali; sed in eo casu possunt conjuges, si placuerit mutuo consensu abstinere penitus ab usu conjugii, ut docent communiter Doctores, dummodo absit periculum incontinentiæ.

890. Si, post matrimonium contractum, uterque conjux emisit votum castitatis, tunc neuter potest debitum petere vel reddere. Si vero ab uno tantum emissum sit votum, altero nesciente, potest atque etiam tenetur ille qui votum emisit debitum reddere; conjuge autem mortuo vel consentiente, tenebitur implere votum. Quid autem si matrimonio jam inito, superveniat inter conjuges affinitas, ex carnali nempe commercio unius conjugis cum persona consanguinea alterius in primo vel secundo gradu? In eo casu, pars quæ peccavit amisit jus petendi, sed reddere tenetur innocenti quæ, etiam cognito incestu compartis, potest petere.

891. Inquiri uxorem an teneatur reddere debitum illicite petenti marito? 1^o Certum est eam non tenere debitum reddere cum peccato proprio etiam veniali, cum nemo possit esse obligatus ad peccandum. Hinc si culpa se tenet ex parte actus, puta si petatur debitum in loco sacro vel publico, vel coram liberis aut domesticis, vel cum periculo abortus, vel modo naturæ repugnante, scilicet sodomico, non tenetur uxor, imo nec potest reddere absque gravi culpa; tunc enim, cum actus sit per se malus, nec maritus petendi jus habet, nec uxor obtemperare potest. 2^o Si culpa se tenet tantum ex parte petentis, nempe sit ipse ligatus aut voto castitatis, aut impedimento affinitatis ex ejus incestu venientis, vel si petat solius intuitu voluptatis, uxor potest reddere, saltem si negare nequeat absque aliquo magis minusve gravi incommodo. Si autem commode negare queat, charitas exigit ut non obtemperet, ne consummetur peccatum quod maritus intendit.

892. A mortali nulla ratione excusari potest maritus qui, incepto actu conjugali, retrahit se more Onan, ne seminet intra vas uxoris. Num autem uxor licite potest debitum reddere marito quem

(1) Voyez S. Alphonse de Liguori, lib. vi. n^o 911, etc. — (2) Voyez S. Alphonse, Sanchez, Bonacina, Laymann, etc.

experientia novit se retracturum ante emissionem seminis? Sic respondit pluries sacra Pœnitentiaria: « Cum in proposito casu mulier ex sua parte nihil contra naturam agat detque operam rei licitæ; tota autem actus inordinatio ex viri malitia procedat, qui loco consummandi retrahit se, et extra vas effundit; ideoque si mulier, post debitas admonitiones, nihil proficiat, vir autem instet, minando verbera, aut mortem, aut alia gravissima mala, poterit ipsa (ut probati theologi docent), citra periculum permissive habere; cum in rerum adjunctis, ipsa sui viri peccatum simpliciter permittat, idque ex gravi causa quæ eam excusat; quoniam charitas qua illud impedire tenetur, cum tanto incommodo non obligat (1). » Ex alia decisione ejusdem Tribunalis: « Probatum castigatiq[ue] morales Theologi in hoc consentiunt ut liceat uxori debitum reddere, si ex ejus denegatione male habenda sit a viro suo, et grave inde incommodum sibi timere possit; neque enim, aiunt, hoc in casu, censetur uxor viri sui peccato formaliter cooperari, sed illud tantummodo ex justa et rationabili causa permittere. Moneat tamen orator hujusmodi uxorem, ut non cesset pruden- ter commoneere virum suum ut ab hac turpitudine desistat (2). » Certe grave incommodum esset, si uxor timeret ne maritus accederet ad mulierem alienam vel ad meretrices. Quinimo, ut dicit sanctus Alphonsus, mulier poterit etiam petere debitum a viro quem prævidet abusurum, si adsit justa et gravis causa petendi. « Justam autem causam habebit, si ipsa esset in periculo incontinentiæ, vel si deberet alias privari suo jure petendi plusquam semel vel bis, cum perpetuo scrupulo an ei sit satis grave incommodum, vel ne, tunc se continere (3). »

893. Peccant mortaliter conjuges: 1^o si vir uxorem cognoscens animo deliberato ad aliam intendat mulierem quam carnaliter diligit: et similiter de uxore, cum in alium mentem figit. Tunc enim uterque mœchatur in corde suo. 2^o Si matrimonio utantur in loco sacro vel publico. 3^o Quando vir debitum vas mulieris prætermittit, aut sodomice conveniunt. 4^o Si, servato vase debito, non servatur ad actum conjugalem situs naturalis, cum periculo pollutionis. Immunes autem sunt a culpa, si, præfato absente periculo, alterutrius infirmitas non patitur situm quem natura dicitat. 5^o Cum impediunt conceptionem, conceptamve prolem extinguunt: ut si vir actum conjugalem inchoatum non perficiat, sed retrahat

(1) Réponses de la sacrée Pénitencerie, du 23 avril 1822, et du 1^{er} février 1823. — (2) Réponse de la Pénitencerie, du 15 novembre 1816. — (3) Lib. vi. n^o 947.

se cum periculo perdendi seminis, aut mulier susceptum semen de industria ejiciat, vel ejicere conetur.

894. « Quæcumque oscula, tactus, amplexus, aspectus, turpia loquia libidinosa inter conjuges præsentis, citra periculum pollutionis et intra terminos honestatis naturalis sunt licita, si fiant in ordine et ex intentione copulæ: sunt autem peccata duntaxat venialia, si in eis sistatur nec ordinetur ad copulam. » Ita Billuart, qui statim addit: « Dixi intra terminos honestatis naturalis; quia tota illa indulgentia non est data conjugibus, nisi quatenus prædicta secundum naturam et rectam rationem ordinantur ad naturalem et humanum concubitum; unde magis vel minus peccant, quo magis vel minus hos limites transgrediuntur. Tunc autem solum censentur conjuges graviter transgredi hos limites, quando attentant vel admittunt aliquid sodomicum, vel agunt cum periculo pollutionis. Extra hos duos casus, quantumvis actus sint turpes non videntur excedere peccatum veniale (1). » Idem docet sanctus Alphonsus a Liguorio: « Sententia communis et verior negat esse mortales tactus et aspectus turpes inter conjuges propter solam voluptatem, sine ordine ad copulam, si non adsit periculum pollutionis. Ratio, quia status conjugalis, sicut coonestat copulam, ita etiam hujusmodi tactus et aspectus; alias enim, cum sit tanta inter conjuges societas, et ipsi multoties non possint coire, jugibus periculis essent expositi, si tales actus essent eis graviter illiciti. Sicut autem delectatio quæsitæ in copula culpam venialem non excedit, ita etiam in his actibus et aspectibus... Secus vero dicendum, si conjux esset ligatus voto castitatis; quia tale votum excludit omnem voluptatem veneream voluntarie captam (2). »

895. Quid, si conjuges ex his turpibus actibus prævideant pollutionem secuturam in se vel in altero? Plures adsunt sententiæ. Prima sententia id excusat ab omni culpa etiam in petente, si pollutio non intendatur, nec adsit periculum consensus in eam, et modo tactus non sit adeo turpis ut judicetur inchoata pollutio, ac præterea adsit aliqua gravis causa talem tactum adhibendi, nempe ad fovendum mutuum amorem. Secunda sententia distinguit et dicit esse peccata mortalia tactus impudicos, si prævideatur pollutio ex is secutura; secus vero, si sint pudici, ut oscula et amplexus. Tertia sententia dicit tactus tam impudicos quam pudicos esse mortalia, si prævideatur periculum pollutionis. His sententiis exposi-

(1) De Temperantia, dissert. vi. art. 17. — (2) Lib. v. n° 933.

tis, sic pergit sanctus Alphonsus: « Puto probabilius dicendum, quod actus turpes inter conjuges cum periculo pollutionis tam in petente quam in reddente sunt mortalia; nisi habeantur ut conjuges se excitent ad copulam proxime secuturam, quia cum ipsi ad copulam jus habeant, habent etiam jus ad tales actus, tametsi pollutio per accidens copulam præveniat. Actus vero pudicos etiam censeo esse mortalia, si fiant cum periculo pollutionis in se vel in altero, casu quo habeantur ob solam voluptatem, vel etiam ob levem causam: secus, si ob causam gravem, puta si aliquando adsit urgens causa ostendendi indicia affectus ad fovendum mutuum amorem, vel ut conjux avertat suspicionem ab altero, quod ipse sit erga aliam personam propensus (1). » Ex dictis concludamus cum theologo Petrocorensi: « Vexandæ ergo interrogationibus non sunt uxores, utrum tactum aliquem impudicum cum viris suis permiserint (2). »

896. Confessarii munus est sponso jamjam nupturos recensere conjugatos docere de sanctitate Matrimonii, atque de conjugum inter se officiis. Itaque, in quantum opus erit, illos monebit: 1° Ut servent gratiam sacramenti quæ naturalem ipsorum amorem perficiat atque sanctificet (3). 2° Ut, quemadmodum Christus dilexit Ecclesiam, et seipsum tradidit pro ea, sic vir diligat uxorem suam, ut corpus suum; et vicissim uxor virum suum amet, timeat colatque; nec non, sicut Ecclesia subjecta est Christo, ita et mulier subdita sit viro suo in omnibus, quæ voluntati divinæ non adversantur (4). 3° Ut vir adhæreat uxori suæ, et uxor viro suo, tanquam facti per matrimonium una caro, uterque renuntians alienis et illicitis amoribus. 4° Ut imitentur Zachariam et Elizabeth, et sint justi ante Dominum, incedentes in omnibus mandatis et justificationibus Dei sine querela (5). 5° Ut digne ambulent vocatione qua vocati sunt a Domino, cum omni humilitate, et mansuetudine, cum patientia, supportantes invicem in charitate; solliciti servare unitatem spiritus in vinculo pacis; invicem benigni, misericordes, donantes invicem, sicut et Deus in Christo donavit nobis (6); considerantes in timore Christi castam conversationem (7). 6° Ut alter alteri debitum reddat, nisi de mutuo consensu absterneant ad tempus ut vacent orationi (8),

(1) S. Alphonse, lib. vi. n° 934. — (2) Théologie-Morale de Périgieux, de Matrimonio, cap. xi. — (3) Concil. Trident., sess. xxiv. — (4) Ephes. c. 5, et Petri I epist. c. 3. — (5) Luc. cap. 1. v. 6. — (6) Eph. c. 4. v. 1. etc. — (7) Petri I epist. c. 3. v. 2. — (8) I Corinth. c. 7. v. 5; Petri I epist. c. 3. v. 7.

diebus nempe sanctæ communionis. 7^o Ut matrimonio utantur, et moderate, unde *consenscant ambo pariter sani* (1), et christiane, tanquam in conspectu Dei et angelorum, nihil unquam facientes quod impediatur conceptionem aut proli conceptæ noceat. 8^o Ut cum uxor conceperit, ipsa et maritus invocent Beatam Mariam Deiparam et felicem deprecentur partum. 9^o Ut prolem, si susceperint, in cultu religionis et pietatis educent. 10^o Tandem, ut in usu matrimonii non agant contra dictamen conscientiæ, sed dubium, si aliqua in re experiantur, statim exponant confessario.

897. His autem lingua vulgari caste quidem dictis, sacerdos, qui, ut ait Apostolus, debet *exemplum esse fidelium in castitate*, tacebit, etiam in sacro Tribunali, de modo utendi matrimonio, seu de circumstantiis ad actum conjugalem spectantibus, nisi forte fuerit interrogatus. Explicare fusius quæ licita sunt conjugibus aut illicita, ipsis æque ac confessariis periculosum foret. Hinc sanctus Alphonsus : « Circa peccata conjugum respectu ad debitum maritalæ, ordinariæ loquendo, confessarius non tenetur, *nec decet* » interrogare, nisi uxores, an illud reddiderint, modestiori modo « quo possit, puta, an *fuerint obediens viris in omnibus*. De aliis » taceat, nisi interrogatus fuerit (2). » Certe melius est conjugatos materialiter peccare quam exponi periculo peccandi formaliter. Nonne insuper confessario timendum est ne interrogations importunæ offendant pœnitentes, de iisque tanquam imprudenter et sine verecundia factis ipsi vel imprudenter vel malitiose conquerantur; unde et confessio sacramentalis efficiatur odiosa ?

ARTICLE II.

De la Séparation des Époux.

898. En se mariant, les époux contractent l'engagement de vivre ensemble; l'homme quittera son père et sa mère et s'attachera à sa femme; ils ne seront plus qu'un corps, qu'une chair, *una caro*. Le mariage des chrétiens, une fois consommé, ne peut être dissous, ni par l'adultère, ni par la mort civile, ni par quelque événement, quelque crime que ce soit (3); le lien n'est rompu que par la mort naturelle de l'un ou de l'autre conjoint. « Mulier alligata est legi quanto tempore vir ejus vivit. Quod si dormierit

(1) Tob. c. 8. v. 10. — (2) Praxis confessarii, n^o 41. — Voyez ci-dessus, n^o 523. — (3) Concil. Trident., sess. xxiv. can. 7.

« vir ejus liberata est (1). » Cependant, l'Église enseigne, et il est de foi qu'elle ne se trompe point, qu'il y a plusieurs causes qui permettent de se séparer, même d'habitation, *quoad thorum, seu quoad habitationem* (2). Mais la séparation n'a lieu, parmi nous, quant aux effets temporels, que lorsqu'elle a été prononcée par les tribunaux civils.

899. La première et principale cause qui légitime la séparation des époux est l'adultère ou de la femme ou du mari. Le droit canon met, à cet égard, les deux époux sur le même rang. Cependant, parce que, toutes choses égales, l'adultère de la femme est plus criminel que celui du mari, le droit civil, en France, n'accorde à la femme le droit de demander la séparation de corps pour cause d'adultère de son mari, qu'autant qu'il a *tenu sa concubine dans la maison commune* (3). Il faut observer, qu'en morale, l'adultère ne serait point une cause de séparation, s'il était involontaire; si, par exemple, il avait été commis par suite de la violence faite à la femme, ou par suite d'une erreur de bonne foi, par surprise. Le mari ne peut non plus se séparer pour cause d'adultère de sa femme, s'il s'est rendu coupable du même crime, *paria delicta mutua compensatione delentur*. Il ne le peut pas davantage, lorsqu'il a coopéré à sa prostitution, ou qu'il a continué d'habiter avec elle après avoir eu connaissance de ses désordres.

La seconde cause de séparation entre les époux sont les mauvais traitements de l'une des parties. Ici, le droit civil s'accorde avec le droit canonique : « Les époux pourront réciproquement demander le divorce (la séparation de corps), pour excès, sévices ou injures graves, de l'un envers l'autre (4). »

La troisième cause serait le cas où le mari, faisant profession de l'hérésie, s'efforcerait d'altérer la foi de sa femme, et l'empêcherait de pratiquer sa religion. Il en serait de même, si elle ne croyait pas pouvoir résister à son mari qui la sollicite au mal, qui la porte au crime. « Si manus tua, vel pes tuus scandalizat te, abscide eum, » et projice abs te.... Et si oculus tuus scandalizat te, erue eum, » et projice abs te (5). »

La quatrième cause est la crainte fondée pour la femme d'être impliquée dans les crimes de son mari. Elle peut alors se séparer, pour ne pas paraître être complice.

La cinquième cause est la fureur d'un des conjoints, lorsqu'elle

(1) I. Corinth. c. 7. v. 39. — (2) Concil. Trident., sess. xxiv. can. 8. — (3) Cod. Civ., art. 230. — (4) Ibid., art. 231 — (5) Math. c. 18. v. 8 et 9.

est poussée à un tel point que l'autre a lieu de craindre quelque accident fâcheux.

La sixième cause est la piété des époux qui veulent renoncer aux jouissances du mariage. Ils peuvent, d'un commun consentement, se séparer même d'habitation ; mais alors il faut, ou que l'un et l'autre assent profession solennelle dans un ordre monastique, ou que le mari reçoive les Ordres sacrés et que la femme se fasse religieuse, à moins qu'elle ne soit dans un âge qui lui permette de rester dans le monde sans danger, en faisant vœu de continence. A ces différentes causes, le Code civil ajoute la condamnation de l'un des époux à une peine infamante (1).

900. Celui des époux qui a obtenu la séparation de corps pour cause d'adultère, peut demeurer séparé le reste de ses jours ; il n'est point obligé de se réconcilier. Le confesseur cependant l'exhorterait à le faire, par un motif de charité, si la réconciliation devait être utile au salut de son conjoint, dans le cas où celui-ci donnerait publiquement des marques de repentir. Le ministère du prêtre est un ministère de grâce et de réconciliation. Mais si une femme avait quitté son mari à cause des mauvais traitements qu'elle en recevait, ou parce que c'est un homme sujet à des excès de fureur, il ne serait pas prudent de lui conseiller de retourner chez lui, à moins qu'on n'eût l'assurance qu'elle n'a plus rien à craindre.

Que doit faire un curé, un confesseur à l'égard des époux qui vivent séparés sans avoir fait prononcer leur séparation ? 1^o On ne doit point éloigner des sacrements une femme qui passe, aux yeux du public, pour avoir été chassée ou renvoyée injustement par son mari. Il lui est bien permis, dans son malheur, de recourir au *Dieu de toute consolation, à celui qui nous console dans toutes nos peines* (2). Mais il n'en est pas de même du mari ; on ne peut évidemment l'absoudre, à moins qu'il ne fasse constater juridiquement qu'il avait des raisons légitimes de renvoyer sa femme. 2^o On ne doit pas inquiéter le mari qui s'est séparé de sa femme, ni la femme qui s'est séparée de son mari, lorsque la séparation a eu lieu pour cause d'adultère, si le crime est tellement notoire qu'il ne puisse nullement être contesté. Mais le coupable ne sera point admis à la participation des sacrements, qu'il n'ait suffisamment réparé sa faute et le scandale par la pénitence. 3^o On regardera comme indignes d'absolution les époux qui, par suite d'un mariage mal assorti, ou pour cause d'incompatibilité d'humeur, se sont

(1) Cod. Civ., art. 232. — (2) II. Corinth. c. 1. v. 3 et 4.

séparés de leur autorité privée, même d'un commun consentement. Mais on userait d'indulgence à l'égard de celui qui aurait fait son possible, moralement parlant, pour se rapprocher de son conjoint et obtenir de demeurer ensemble, si ses dispositions et ses démarches étaient connues du public. Nous ajouterons, en finissant cet article, que la femme est généralement obligée de suivre son mari partout où il juge à propos de résider, même en pays étranger, à moins que sa santé ne lui permette pas de quitter le sol natal. L'homme est le chef de la femme, comme Jésus-Christ est le chef de l'Église ; elle doit donc lui être soumise en tout, comme l'Église l'est à Jésus-Christ : « Vir caput est mulieris, sicut Christus est caput Ecclesiae. Sed sicut Ecclesia subjecta est Christo, ita et mulieres viris suis in omnibus (1). »

(1) Ephes. c. 5 v. 23 et 24.